Notes de lecture 7

mars 2011

Les « Notes de lecture » sont une publication apériodique.

La Grande Régression

Jacques Généreux

Seuil 2010 (279 pages, 18€)

Notes de lecture de J-P Allétru

Comprendre. Comprendre pour agir. Comprendre comment nous en sommes arrivés là. Trouver les ressorts pour en sortir. Ouvrage après ouvrage, Jacques Généreux approfondit sa réflexion. Il avait notamment écrit « la Dissociété » (avril 2007).*[Je tiens à la disposition des lecteurs qui le souhaiteraient mes notes de lecture sur cet ouvrage].*

Jacques Généreux, professeur à Sciences Po, est secrétaire national à l'économie du Parti de gauche.

Dans le présent ouvrage, pénétrant mais facile à lire, Jacques Généreux nous explique pourquoi et comment nous sommes engagés depuis trente ans dans la spirale de « la Grande Régression ». Pourtant, la voie du progrès humain est connue et possible. Il nous faut espérer qu'une nouvelle majorité authentiquement progressiste réussira à nous sortir de la « dissociété » de marché pour nous emmener vers la société du progrès humain .

« J'ai vu mourir la promesse d'un monde meilleur ».

A la fin des années 1970, nous étions en état d'établir un double inventaire : d'abord celui des **avancées** réalisées grâce à une première mise au pas du capitalisme et des marchés (pendant les « Trente Glorieuses »), puis celui des **nouveaux progrès à accomplir** : il fallait à cette société plus d'égalité, plus de souci des biens publics, plus de démocratie réelle, plus de coopération entre les peuples, plus de solidarité et moins de compétition, plus d'attention à la qualité des liens sociaux et moins d'appétit pour des consommations matérielles profitant surtout à une minorité de privilégiés, plus d'internationalisme et moins de nationalisme.

Or, en lieu et place de ce nouveau bond en avant vers le progrès humain, **le monde prit le chemin inverse** en étendant à la planète entière non pas ce qui avait nourri le progrès, mais ce qui l'interdirait à nouveau : le productivisme, le bon vouloir du capital, le culte de la performance individuelle, la rivalité exacerbée des individus et des nations, la guerre économique et la marchandisation de toutes les activités humaines. Ce retour en force du désordre économique et social allait réveiller les peurs qui font le lit de l'obscurantisme, des intégrismes religieux, des populismes fascisants, du racisme, en un mot de la bêtise asservissante.

Comment un tel retournement du monde put-il intervenir à ce moment-là ?
Rappelons d'abord pour commencer que, durant les Trente Glorieuses, les conservateurs ont toléré des politiques en réalité plus socialistes que capitalistes, car celles-ci permettaient de contenir une menace communiste tout à fait crédible. Et qu'en raison de conditions historiques exceptionnelles, les politiques sociales restaient compatibles avec le maintien des profits réels.
Or, à partir des années 1970, la rentabilité du capital finit par être laminée (ralentissement des gains de productivité dès 1965, forte hausse des coûts salariaux à la fin des années 1960, chocs pétroliers de 1974, et 1979, accélération de l'inflation).

Pour restaurer la rentabilité réelle, il fallait limiter l'imposition du capital, stopper l'inflation, trouver de nouveaux débouchés et abaisser le coût de la main d'œuvre. Les débouchés pourraient s'élargir à l'étranger (**en levant les obstacles au libre-échange des biens, des services et des capitaux**) comme à l'intérieur (en privatisant ou en ouvrant à la concurrence les services collectifs tels que l'éducation, la santé, les assurances sociales, les télécommunications, les transports publics, le distribution de l'énergie, …). La baisse des coûts de la main d'œuvre supposait la réduction des salaires ou de l'emploi, l'intensification du travail, le recul des droits sociaux et des cotisations sociales. **Et pour briser la résistance des salariés, il suffisait de les exposer à la concurrence du reste du monde.**

Le moment était opportun pour engager ce retournement des politiques, car, après le premier choc pétrolier, le ralentissement de l'activité et la forte poussée du chômage limitaient la capacité de résistance des syndicats et jetaient le doute sur le régime économique et social en vigueur. Le modèle soviétique avait fini par être complètement discrédité : les capitalistes et les conservateurs firent en sorte que ce discrédit se mue en méfiance systématique envers l'Etat, les fonctionnaires, les impôts, les services publics, les réglementations, etc.
Leur « nouveau » discours réactivait en fait la pensée orthodoxe des années 1920, l'antique corpus d'idées et de prescriptions sagement remisé par nos grands-parents, au vu de la catastrophe économique et sociale où son emprise avait mené le monde dans les années 1930. Ainsi s'ouvrait une nouvelle ère d'obscurantisme sectaire.
La doctrine du marché libre, quoique rigoureusement fausse et inapplicable, allait servir de caution scientifique à une politique dont la consistance réelle ne fut ni le marché libre ni le recul de l'Etat, mais la brutale soumission de la société aux exigences d'une minorité obsédée par l'accumulation du capital.
Tout ce que nos parents avaient considéré comme les marques du progrès (droits sociaux, services publics, réglementations, redistribution, amélioration des conditions de travail, développement du temps libre, etc) nous fut désormais présenté comme des « rigidités », des « archaïsmes » et des « charges excessives » qui bloquaient l' « initiative » et la « création de richesses ».

Les résultats d'une telle folie étaient prévisibles et mille fois annoncés : le retour des crises économiques ou financières, la montée de la pauvreté ou de la précarité sociale dans les pays riches, la dégradation accélérée des écosystèmes, l'explosion des inégalités…

Sous l'écume des crises, l'engrenage d'une régression générale.

Pour une large part, les « crises » contemporaines sont les répliques d'un séisme dont l'épicentre loge au cœur du régime économique instauré par les sociétés modernes. Le *moteur* central, c'est la compétition marchande instrumentalisée par les détenteurs du capital pour asseoir leur domination sur les autres acteurs.

L'entreprise moderne qui prend son essor à partir de la révolution industrielle met en scène quatre acteurs : les salariés qui fournissent le travail, les apporteurs de capitaux (nécessaires pour les investissements et le financement de la production), les collectivités publiques qui équipent les territoires et offrent des services collectifs (éducation, sécurité des biens et des personnes, droit des affaires, …), et les entrepreneurs.
L'émergence concrète des premières entreprises industrielles s'est opérée dans un contexte historique qui a installé un mode de production dominant (mais pas unique) : le **capitalisme**. La firme capitaliste est une société constituée par les détenteurs de capitaux en vue de réaliser des bénéfices, et dans laquelle **la totalité du pouvoir** est dévolue auxdits détenteurs (les capitalistes), au détriment des autres acteurs (travailleurs, collectivités territoriales, et même entrepreneurs, ou *managers*.

Trois séries de contraintes limitent le pouvoir du capitaliste et peuvent le contraindre de composer avec les intérêts des autres acteurs : les contraintes morales (« patronat social », paternalisme) ; les contraintes politiques (interventions d'un gouvernement contraint de contenir le mécontentement du peuple, actions syndicales) ; les contraintes territoriales (la firme dépend du territoire pour disposer de main d'œuvre, de débouchés, d'infrastructures).
De fait, dans le dernier tiers du XIXème siècle, la première tentative de marchandisation du monde a déclenché un mouvement de resocialisation de l'économie. Puis l'échec fracassant des marchés, dans les années 1920, a débouché sur la « grande transformation » des années 1929-1945 : la reprise en main de l'économie et de la société par l'Etat, parfois jusqu'aux extrémités fascistes et totalitaires.
Mais **à la fin du XX ème siècle**, les trois séries de contraintes ont été **laminées**. Les contraintes morales, avec l'émancipation à l'égard des Eglises et communautés traditionnelles. Les contraintes territoriales, avec le développement des moyens de transport, les nouvelles technologies de l'information et l'arrivée à maturité de nouveaux pays industriels en Asie et en Amérique latine. Les contraintes politiques, avec l'émergence d'une industrie de la communication de masse qui constitue une puissante fabrique de l'opinion publique au service d'intérêts privés.

Et c'est ainsi qu'a pu s'enclencher le renversement du progrès dans toutes ses dimensions, la Grande Régression.

Reste à comprendre l'arme principale de sa mise en œuvre, l'alliée paradoxale du pouvoir du capital : la fameuse « libre concurrence ».

Depuis deux siècles, les idéologues de l'ultralibéralisme économique s'emploient à démontrer que ce ne sont pas les digues de la morale, de la loi ou de l'ancrage dans un territoire qui empêchent le capitaliste de se transformer en impitoyable prédateur. **En régime de concurrence parfaite, disent-ils, le capitaliste est forcé de satisfaire au mieux ses clients : les consommateurs sont les vrais souverains.**
Les économistes orthodoxes ont tenté de transformer en théorème scientifique cette utopie des marchés efficients et régulés par la libre concurrence. La masse des démonstrations accumulées durant un siècle de recherches impose un résultat sans appel : les marchés en question ne fonctionnent pas, gaspillent les ressources et aggravent les chocs au lieu de les résorber !
Les éventuels bienfaits économiques et sociaux constatés dans ce que l'on appelle des « économies de marché capitalistes » ne résultent ni de la libre concurrence ni de la nature capitaliste des firmes, mais bien au contraire de l'ensemble des institutions et conventions sociales grâce auxquelles ces économies ne sont ni vraiment « de marché » ni pleinement « capitalistes ».
Au capitalisme primitif et à la libre concurrence nous devons le travail des enfants dans les mines et le droit de cuissage des patrons sur les ouvrières ! aux luttes ouvrières, aux grèves, aux mouvements socialistes et communistes, au front populaire, au New deal et à toutes les victoires politiques des progressistes, nous devons les droits sociaux, la sécurité sociale et une distribution un peu moins inéquitable des richesses.
Ce que le capitaliste revendique en réalité, dans son appel au marché libre, c'est la liberté d'agir à sa guise pour dominer tous ses concurrents au sens large, c'est-à-dire tous ceux qui se mettent en travers de sa course au profit.

Cela dit, si le champ de bataille reste limité, si les firmes ne peuvent déployer leur activité que dans une région ou un pays donné, elles ont collectivement intérêt à tenir quelque compte des exigences des habitants, qui sont aussi les travailleurs-consommateurs dont elles ne peuvent se passer et les électeurs susceptibles d'être entendus par les pouvoirs publics. Tel est le substrat du compromis fordiste passé durant le deuxième âge du capitalisme, au début du XXème siècle aux Etats-Unis et à partir des années 1940 en Europe de l'Ouest.

On a vu plus haut pourquoi et comment cette période a pris fin. Les années Clinton (1992-2000) et la vague rose qui déferla alors sur les gouvernements européens ne remirent pas sensiblement en cause la contre-révolution conservatrice. Pour mieux assurer la convergence d'intérêt entre actionnaires et dirigeants des entreprise, on multiplia les mécanismes liant la rémunération de ces derniers aux bénéfices et à la valeur de l'action (primes, bonus, et stock-options). Les déréglementations, privatisations, baisses de salaires, …, apparaissaient comme imposées par une féroce concurrence internationale, face à laquelle la seule alternative des Etats était l'adaptation ou le déclin. Ce nouvel état de guerre économique fut présenté aux populations comme une fatalité historique, la **mondialisation**, alors qu'elle constituait un choix politique délibéré de gouvernements nationaux. Le libre-échange entre des pays qui ont des modèles de société très différents impose d'adapter ceux-ci non à la volonté du peuple, mais aux intérêts des détenteurs du capital. Le pouvoir de l'argent se substitue à celui du citoyen. Mais il ne faut pas s'y tromper : **le vrai malheur des sociétés démocratiques n'est pas le prétendu recul de l'Etat, mais sa mise au service des intérêts du capital** (sa « privatisation »). Toutefois dans certains pays en développement ou émergents, les plans d'ajustement structurels imposés par le fMI ont pu détruire les marges de manœuvre des Etats, en plaçant les gouvernements quasiment sous tutelle. On peut même parler d'une domination néocoloniale exercée sur les petits pays les plus pauvres.

L'étonnante puissance du politique et sa mise au service du capital est particulièrement bien illustrée par la **construction européenne** : les traités et la politique de la Commission avaient pour principale fonction d'exposer les citoyens toujours plus à la compétition non seulement mondiale, mais aussi et surtout à la compétition entre eux. **Un marché unique européen sans harmonisation de la fiscalité et des droits sociaux instaure une compétition déloyale entre les travailleurs et les territoires**, en sorte de favoriser la stagnation des bas salaires, l'allègement des impôts sur les bénéfices, le recul des droits sociaux, la baisse des cotisations et des dépenses sociales, bref, les intérêts du capital.

La régression économique et écologique

L'économie ne s'est jamais aussi mal portée qu'à partir du moment où les politiques ont tenté d'imposer à la société réelle le moule fantasmagorique d'une pure société de marché. Des années 1980 aux années 2000, la contre-révolution néolibérale a provoqué en cascade krachs boursiers, crises financières internationales, faillites retentissantes (Enron, Arthur Andersen ,…), éclatement de « bulles spéculatives » (immobilier, internet).

La dynamique propre de la société de marché (indépendamment même de toute considération écologique, qui sera évoquée plus loin) est parfaitement déraisonnable. La croissance économique à long terme a besoin d'une demande globale soutenue et de biens publics. Or, depuis les années 1980, les exigences de rentabilité financière, la pression de la compétition internationale, la peur du chômage et la menace des localisations sont mis en avant pour justifier le recul ou la stagnation des bas salaires et la privatisation de l'Etat au profit des riches. Ce faisant, la capitalisme réactive sa **contradiction interne** : **pour soutenir les profits immédiats, il réprime ce qui soutient l'activité et la rentabilité des entreprises à long terme.**
Des opportunités de profit bien plus considérables sont désormais offertes par l'investissement dans les pays émergents ou par la spéculation financière. Entre les années 1980 et les années 2000, dans tous les pays du G7, l'augmentation de la part des profits dans le PIB s'est accompagnée d'une baisse du taux d'investissement.
Du point de vue de l'intérêt économique global, la distribution de profits est désormais une simple nuisance. Depuis la fin des années 1990, le marché financier n'a même plus l'alibi de constituer une source de financement de l'économie réelle : les actionnaires prélèvent plus de dividendes aux entreprises qu'ils ne les alimentent en capitaux. **Les entreprises capitalistes disposeraient de plus de moyens financiers si on fermait la Bourse !**

Pour tenter de surmonter cette contradiction interne, on recourt donc à l'**endettement** : endettement privé, dans le monde anglo-saxon ; endettement public, pour certains pays européens (France, Italie, Grèce, Portugal). Ce qui débouche sur une **nouvelle impasse**, une **crise de solvabilité des ménages ou des gouvernements**.
Rappelons nous Sarkozy, dans la campagne présidentielle de 2007 : « les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir. Je propose que ceux qui ont des revenus modestes puissent garantir leur emprunt par la valeur de leur logement ». Ainsi, quand il voulait être « le président du pouvoir d'achat », il fallait comprendre que le « pouvoir d'achat » se réduisait au pouvoir de s'endetter davantage !... ce qu'il proposait à la France était le non-sens économique qui, dès l'été 2007, allait entraîner l'Amérique dans une grave crise financière avant de plonger le monde dans la première crise globale du XXI ^{ème} siècle.

Une fois au bout de l'impasse, au moment où la crise financière se déploie (2007), la pression du capital reflue pour aller s'exercer sur les matières premières et déclencher une explosion sociale dans une dizaine de pays (2008). A ce stade, au lieu de reprendre le contrôle public des instruments et des flux financiers, **les gouvernements choisissent délibérément de transformer une crise de surendettement privé en une crise de surendettement public !** L'Union européenne s'est elle-même interdit, par ses traités, l'usage de tous les instruments de la puissance publique mobilisables partout ailleurs dans le monde pour faire face à une attaque des marchés financiers. Dès 2009, à peine sauvés par l'argent public, les grandes banques s'en vont spéculer contre la dette publique ! en commençant par les plus fragiles , la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne...

Il y aurait pourtant une solution immédiate, plus juste et moins coûteuse. Laisser les fauteurs de crise et les spéculateurs supporter leur perte nette de richesse ; garantir les avoirs et les créances des salariés et des entrepreneurs victimes de la crise ; financer partiellement la facture résiduelle par une ponction sur le capital privé immobilier et financier accumulé par les plus riches depuis trente ans grâce au système qui a engendré la crise.
Et immuniser le pays contre la réactivation du modèle à l'origine de la crise : en abolissant le pouvoir exorbitant des gestionnaires de capitaux ; en remettant le financement de l'économie sous contrôle public ; en réduisant fortement les inégalités ; en refondant les relations internationales sur la coopération solidaire des peuples.

Si les travailleurs mal payés et les Etats ne peuvent plus s'endetter pour soutenir la consommation, **vers quoi pourrait tendre désormais la pulsion du capital, dans les pays « les plus avancés » ?** Déployer un modèle industriel dans lequel le capital n'a plus besoin du travail et de la consommation de masse ! Le travail salarié stable est réservé à une fraction de la population très qualifiée, bien rémunérée, et dont la gabegie de consommation suffit à rentabiliser une production adaptée au seul marché des riches. Le reste de la population survit en marge de ce « progrès », et l'Etat privé se charge de garder la frontière entre les riches et les pauvres.
Fantasme ? Non, réalité dans nombre de pays « sous-développés », où le capitalisme moderne n'est qu'une succession d'enclaves pompant toutes les ressources profitables d'un pays sans rien redistribuer dans le reste de la société, où la classe supérieure salariée et les capitalistes vivent retranchés dans des réserves fortifiées pour échapper à la convoitise et à la rancœur des pauvres. ..
Et si nous croyons échapper au pire des mondes seulement parce qu'il nous paraît aujourd'hui incompatible avec notre attachement à la paix sociale, à la démocratie et à l'autonomie des individus, nous nageons en pleine illusion.

Le capitalisme globalisé n'a pas seulement accéléré et approfondi une **crise écologique** déjà programmée par deux siècles de croissance industrielle. Il a surtout bloqué la possibilité d'une bifurcation salutaire, au moment même, vers la fin des années 1970, le monde occidental prenait conscience de sa nécessité.
La globalisation libérale a dégradé l'autonomie alimentaire des pays pauvres ; elle a exacerbé la recherche de surplus de production exportables ; elle a allongé les distances entre les lieux de production et les lieux de consommation, faisant ainsi exploser la consommation d'énergie pour le seul transport des marchandises ; elle a accéléré la déforestation au profit des agrocarburants…

Surmonter le défi écologique et les conflits qu'il recèle suppose à l'évidence une bifurcation radicale de nos systèmes économiques et sociaux, en sorte de privilégier la qualité du vivre ensemble plutôt que l'accumulation privative des consommations matérielles, c'est-à-dire les liens plutôt que les biens. Cela nécessite aussi un usage plus rationnel et économe des biens, et donc un usage mutualisé des équipements que nous possédons aujourd'hui 24 heures sur 24 pour n'en jouir effectivement que quelques jours ou heures par mois *(j'ai pensé à ma voiture qui dort la plupart du temps au parking ; à ma perceuse, à mon taille-haie, qui servent encore moins souvent…).*

Mais il n'y aura aucun progrès écologique décisif sans l'abolition du pouvoir exorbitant dévolu depuis trente ans aux gestionnaires des capitaux et sans remis en cause du libre-échange qui constitue le levier principal de ce pouvoir.

Et la nécessaire prise de conscience écologique quant aux menaces accumulées par des siècles de productivisme, loin de recentrer les esprits sur l'impératif du progrès social, peut tout aussi bien nourrir l'illusion que la question sociale est devenue secondaire au regard d'une question de simple survie de l'humanité. Il y a là un danger, car la peur du désordre et des catastrophes ne soutient jamais l'aspiration au progrès social. Les profiteurs de la gabegie capitaliste ne manqueront pas d'exploiter la peur d'un désastre planétaire.

La régression sociale, morale et politique

Selon l'intensité des liens au sein d'une même communauté, ou entre communautés humaines différents, on peut schématiquement distinguer quatre types possibles de sociétés, entre lesquels les sociétés humaines ont évolué au cours de l'histoire :
la « dissociété individualiste » (atomisation et déliaison sociale généralisée), tendant vers un « pôle libertaire » ;
la « dissociété communautarisée » (processus de balkanisation de l'espace et de la population, ou cohabitation de communautés séparées), tendant vers un « pôle communautariste » ;
l' « hypersociété » (processus de fusion des individus et des communautés dans le tout social), tendant vers un « pôle totalitaire » ;
la « société de progrès humain » (processus de métissage, ou coexistent des identités singulières forgeant un monde pluriel et bigarré), tendant vers un « pôle associationniste ».

Nos grands parents ont exploré les frontières du totalitarisme, et nous avons nous-mêmes testé les limites de la dissociété individualiste ou communautariste. Nous sommes vaccinés contre le collectivisme économique et social de l'hypersociété, mais désormais également avertis de la nocivité du capitalisme comme du mythe des marchés libres. Il ne nous reste qu'une seule autre voie soutenable : celle du progrès humain, celle d'une nouvelle renaissance qui revisitera le projet moderne de l'émancipation humaine pour en accomplir vraiment les promesses, tout en s'écartant des impasses où la première modernité nous a emmenés.

Le monde est plein de promesses inaccomplies, aisées à concevoir, et accessibles à la seule condition de regarder le chemin et vouloir s'y engager. Malheureusement , les élites gouvernantes, tant chez les réactionnaires que chez leurs opposants officiels, semblent atteintes de **paralysie de l'entendement**, d'asthénie de la pensée. Elles ne débattent plus du « système » ni des mythes qu'elles ont désormais en commun : le capitalisme, l'économie de marché, le libre-échange et la pseudo démocratie représentative qui leur permet de se partager, en alternance, les postes de commande.
Car la Grande Régression n'a pas été entretenue que par des libéraux ou des néoconservateurs, mais aussi par les démocrates américains, les travaillistes britanniques et toute la social-démocratie européenne. Ces derniers gouvernaient la plupart des démocraties occidentales de 1992 à 2002, et ont alors soumis les nations, comme jamais, au dogme de la libre concurrence et au pouvoir de la finance.
A gauche comme à droite, la prospérité économique et l'expansion de la consommation deviennent les clés du bonheur des individus et de la société.
La gauche veut profiter de la prospérité pour réduire les inégalités, la droite croit que trop d'égalité économique tue la croissance. Mais ce ne sont là finalement que des débats techniques d'économistes ou de sociologues, qui portent plus sur les moyens que sur la philosophie et la finalité de l'action politique. La conception implicite de

l'être humain et de la société qui sous-tend la position des deux camps n'est, en réalité, pas très différente : une société d'individus en quête d'indépendance, d'autonomie, et dont la rivalité ne doit pas être contenue par des lois liberticides, mais par un système économique efficace qui soutient la croissance.

Mais nous savons pourtant où mène le mythe de l'abondance par la libération de la rivalité marchande : l'épuisement des ressources, l'exacerbation du conflit social, la famine pour les pauvres et l'obésité pour les riches, la concentration des richesses et du pouvoir au sein d'une minorité..

Nombre de « citoyens » anesthésiés par la consommation, intoxiqués par le stress, tétanisés par la peur, abrutis et manipulés par la télévision, et, finalement, dégoûtés par la politique de leurs élus, compose une masse atomisée qui ne vote plus, ou vote à proprement parler n'importe comment, en réaction, à l'humeur… Ainsi s'installe une *démocratie sans citoyens*.
La raison pour laquelle personne ne vote pour une autre société, c'est que la quasi-totalité des partis progressistes –qui avaient porté le projet d'une autre société deux siècles auparavant- se sont convertis au culte de l'économie de marché capitaliste et à la nouvelle *doxa* néolibérale.
A force de vouloir séduire des électeurs –au lieu de leur proposer un projet de transformation sociale-, la gauche est devenue la championne de l'inconsistance idéologique et a perdu la confiance des classes populaires.

Peut-on quand même espérer ? Quelques centaines de milliers de voix suffisent parfois à changer le cours de l'histoire. Chaque individu qui bascule de l'indifférence à l'attention, de l'attention au vote, du vote impulsif au vote raisonné, accroît les chances d'une renaissance pacifique. Et chacun d'entre nous ne peut accomplir une plus haute tâche pour l'humanité tout entière que celle de choisir son camp et d'y inviter quelques uns de ses semblables. Quand la ronde bute face à un mur, au moment où le monde vacille au bout d'une impasse, c'est parfois la voie choisie par une infime proportion de l'humanité qui donne l'impulsion décisive vers un autre destin collectif.

--

Courrier des lecteurs. Réactions à la note de lecture N° 6 (l'argent mode d'emploi , Paul Jorion, note de lecture de XXX)

N.T. : Je vous recommande aussi « des idées et des rêves » de A Montebourg. Très intéressant sur les paradis fiscaux

Jean-Marie Harribey : Le problème est que ce livre fourmille d'erreurs et de contresens, et heureusement je ne suis pas le seul à le dire. J'en avais fait une critique sur mon blog que tu pourras retrouver :
http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2010/01/05/de-quoi-largent-est-il-le-nom/#more-42
Ces erreurs ne sont d'ailleurs pas étrangères d'une part au buzz récent Cantonna et, plus généralement d'autre part, aux discussions sur l'euro.

Réaction de XXX : Je ne me risquerai pas à m'introduire dans ce débat de spécialistes !
Le blog de JMH me semble fort intéressant, mais il est extrêmement difficile à suivre pour un naïf.
Il me semble que PJ a été nécessairement approximatif (voire faux ?) dans un but pédagogique. Il ne cherche pas à disculper les banques, me semble-t-il. Il a au moins le mérite de faire réfléchir…
Ce qui importe est davantage ce que l'argent représente au plan sociologique, que techniquement la différence entre les diverses formes de monnaie.
Autre sujet :
le bouquin de Serge Halimi "Le grand bond en arrière" éclaire très bien les rapports de force politiques actuels et les succès aussi stupéfiants qu'immérités du néolibéralisme. Entre la trahison des clercs, l'abrutissement des masses par les médias, l'affolement d'une partie de la population par les bouleversements des moeurs, il n'est que trop facile pour n'importe quel opportuniste de se faire plébisciter, en détournant le vote ouvrier pour le FN (ou Sarah Palin) et l'abstention, en s'appuyant sur les moyens de la haute finance.

C. H. : sur le même sujet, "l'argent" peut être connaîtriez vous "l'argent dette" de Paul Grignon (la 2éme version est aussi très intéressante) dont le thème est la vulgarisation du fonctionnement des banques. Les propos sont intéressants.

R. V . : Grand merci Jean-Paul,pour ce service de diffusion de la note de lecture n°6 que tu assures très aimablement . Ce qui y est expliqué sur l'usage de l'argent souvent mal connu, est là très édifiant.

C d'A :. Cette fin d'année, j'y pense pas mal. Ce qui paraît cher à l'un et pas à l'autre... ce qu'on pourrait faire avec "pas tellement" pour des gens qui ont peu...
Et puis, ces jours ci, un peu de blues... alors l'argent a permis : 3 films dont l'épatant LE NOM DES GENS ; un petit menu pour demain soir ; des marrons chauds ; une séance bistrot chic, pour lire et rêver... Et puis les grandes questions, psy ... économiques...

Pierre D. : Pour de prochaines notes de lecture je te recommande, si tu ne l'as déjà lu, le livre de Patrick Artus et Marie-Paule Virard : "Pourquoi il faut partager les revenus", aux Editions la Découverte. J'y ai trouvé une analyse très intéressante de la mondialisation.